

LE MYTHE DES QUÉBÉCOIS LES PLUS TAXÉS EN AMÉRIQUE DU NORD

Texte de Léo-Paul Lauzon, professeur au Département des sciences comptables et titulaire de la Chaire d'études socio-économiques à l'université du Québec à Montréal

Je suis ben tanné d'entendre que les Québécois sont les plus taxés en Amérique du Nord afin, une fois de plus, de noircir davantage la situation au Québec. Pour Lucien Bouchard, les Québécois ne travaillent pas assez et sont figés dans leur immobilisme, pour André Boisclair, les Québécois ont peur du succès, pour Bernard Landry, les baby-boomers ont vécu sur le gros party et pour Pierre Fortin, on est assis sur une bombe atomique avec notre dette publique, les huissiers sont à nos portes et le Québec est à feu et à sang, rien de moins. Tout de même bizarre que ces ténors de l'épouvante qui affirment que les Québécois sont les plus taxés en Amérique du Nord veulent les taxer encore plus par des hausses des tarifs d'électricité, des frais de scolarité, des taxes à la consommation, etc. Par contre, ils sont farouchement pour le maintien du déluge de privilèges fiscaux pour les fortunés et recommandent fortement de baisser toujours plus les impôts et les taxes de leurs entreprises, même si elles sont les moins taxées en Amérique du Nord, et ça c'est un fait.

Commençons, si vous le voulez bien, avec un article de *La Presse* daté du 22 avril 2005 intitulé : «Une facture salée : ce que le Québécois moyen paie de plus que les autres Canadiens». Dans cette analyse, on signale que la facture annuelle d'impôts du Québécois moyen est de 360\$ de plus en moyenne que le reste du Canada. Si on observe le tableau de *La Presse*, les habitants de Terre-Neuve paient 483\$ de plus en moyenne par année que les Québécois. Déjà, sans pousser plus loin notre analyse, il est donc faux de prétendre que nous sommes les plus taxés en Amérique du Nord.

Maintenant, par rapport avec l'Ontario avec qui on nous compare le plus souvent, il est mentionné que le Québécois moyen paie 993\$ de plus par année que son vis-à-vis de l'Ontario. Analysons ça de plus près.

Faut comparer des pommes avec des pommes

Lorsque l'on compare la fiscalité d'une province ou d'un pays à l'autre, il faut absolument comparer le panier de services publics (santé, éducation, immatriculation, garderies, électricité, chauffage, eau, autoroutes, garderies, transport en commun, pensions de vieillesse, etc.) que l'individu reçoit en retour de ce qu'il paie à chaque année en impôts et taxes publics et privés. Ceci est l'évidence même. Par exemple, si on privatise ces services, il est évident que vous allez payer moins d'impôts publics à l'État mais beaucoup plus d'impôts privés à des compagnies. Ceux qui noircissent tout le temps la situation fiscale au Québec omettent volontairement de vous dire que les Ontariens et les Américains paient moins d'impôts publics à l'État mais beaucoup plus d'impôts privés aux compagnies pour leurs services publics privatisés comme le laisse entendre le titre de ces articles parus dans *Le Devoir* du 30 août 1990 sous le titre de : «La famille canadienne paie plus d'impôt mais ses frais sont moindres qu'aux USA», selon une étude de Statistique Canada, et dans *La Presse* du 16 mars 1993 : «Les Américains payent moins d'impôt que les Européens mais ont moins d'avantages sociaux».

Comparaison avec l'Ontario

Sans trop forcer la note, vous allez voir que l'on paie moins d'impôt personnel chaque année qu'en Ontario, en tenant compte de tous les impôts tant privés que publics pour les mêmes services publics. Tantôt on vous a dit que le Québécois moyen payait annuellement 993\$ de plus en impôts à l'État qu'en Ontario.

Par contre, dans un article de Michel Van de Walle du *Journal de Montréal* du 14 avril 2006 intitulé : «Quand on se compare», le journaliste mentionne qu'un conducteur québécois paie au Québec annuellement 130\$ à la SAAQ, une société d'État, en contribution d'assurance sur son permis et ses immatriculations contre 1123\$ en Ontario où ce service est privatisé. Puis, dans un autre article du *Journal de Montréal* du 12 août 2006, Statistique Canada signale que les frais de scolarité à l'Université pour des études de premier cycle sont de 1900\$ au Québec et de 4881\$ par année en Ontario. Et, dans un article de Jean-Maurice Duddin du *Journal de Montréal* du 21 octobre 2005, il est dit que la facture d'électricité annuelle pour une maison unifamiliale est de 1687\$ à Montréal, de 2943\$ en Ontario et de 5400\$ à New-York avec leur électricité toute privatisée. Si on ajoute ce que les Ontariens doivent payer chaque année pour leurs autoroutes privées, comme la 407 par exemple, et leurs garderies privées, on arrive à un tout autre portrait d'ensemble qui vient donner du poids à cet article paru dans *Le Droit* du 31 mai 2004 intitulé : «L'écart fiscal pousse les Ontariens vers Gatineau» et cet autre publié dans le *Journal de Montréal* du 19 avril 2004 et titré : «Ontario : les frais aux usagers effacent les avantages des baisses d'impôts». Voilà la face cachée du mirage des supposés bienfaits des baisses d'impôts souhaitées par le patronat et leur escorte.

Comparaison avec les States

Bien évidemment, les Québécois paient beaucoup moins d'impôts à chaque année que les Américains qui, même s'il est vrai qu'ils paient moins d'impôts publics à l'État, doivent payer une fortune en impôts privés à des compagnies à qui on a privatisé de nombreux services publics. Par exemple, lors de mon dernier passage à l'émission *Caféine* à TQS animée par Gildor Roy, la chercheuse Annie Bourque a demandé à un collègue américain ce qu'il lui en coûtait chaque année pour la santé privée. Comme son épouse travaille à l'Université de Floride, elle peut se compter chanceuse que son plan médical, à elle seule toutefois, soit défrayé par son employeur, ce qui n'est pas le cas pour des millions d'autres travailleurs. Par contre, pour son conjoint et leurs deux enfants, ils doivent payer, tenez-vous bien, 550\$ U.S. par mois. Ça en fait ça des impôts versés au privé pour des services publics que nous recevons ici par le biais de nos impôts. La santé privée est tellement chère aux États-Unis que 46 millions d'Américains n'ont aucune couverture d'assurance médicale : «L'hospitalisation, cause première des faillites aux États-Unis» que nous signalait le titre de cet article paru dans *Le Devoir* du 18 août 2003. Ajouter à ça les collèges et les universités publics et privés avec leurs frais de scolarité allant de 10 000\$ à 50 000\$ et plus par an et les milliers de dollars payés chaque année pour les garderies, l'eau et les autoroutes privées. Je le répète, ce sont bel et bien des impôts que les Américains doivent payer au privé pour leurs services publics alors qu'ici on le paie directement à l'État sans passer par de coûteux intermédiaires privés comme les compagnies d'assurance qui font fortune avec la privatisation des services publics. On doit ajouter à cela les nombreux impôts sur le revenu que les Américains doivent défrayer à des municipalités et à des comtés, en plus de leurs taxes foncières habituelles, car aux States les municipalités et les comtés ont le droit de lever des

impôts sur le revenu que les ti-counes, à la fois ignorants et intéressés, omettent dans leurs démonstrations débiles.

Pour une fois, je suis d'accord avec le journal *Les Affaires* dont le titre d'un article du 13 mars 2004 était : «Mieux vaut travailler au Canada qu'aux États-Unis. La qualité de la vie est meilleure ici et le coût de la vie moins élevé, selon la firme Mercer».

Le modèle québécois

Certains charlatans parlent du modèle québécois comme si c'était un luxe que l'on ne peut se permettre. Qu'ils regardent donc le modèle français, allemand, suédois et finlandais pour voir. Croyez-moi, le modèle américain est le modèle, et de loin, le plus mauvais et le plus cher au monde, si on se donne la peine d'inclure les coûts sociaux et économiques énormes engendrés par ses 46 millions d'habitants sans aucune assurance médicale, dont 8,4 millions d'enfants, de ses 37 millions de pauvres, des 20% d'enfants américains qui vivent dans la pauvreté, du taux de mortalité infantile le plus élevé des pays occidentaux, égal à celui de la Malaisie et en dessous de celui de Cuba, et de ses 7 millions d'individus qui sont sous le coup de la justice pénale dont 2,2 millions en prison ce qui en fait le pays le plus criminalisé au monde. Sans compter les milliers de meurtres commis chaque année. Ainsi, en 2003, il y a eu 600 meurtres à New-York et à Chicago et 43 à Montréal. Tout ça dans le pays le plus riche du monde mais aussi le plus inégalitaire du monde. Dire que les States servent souvent de modèle de réussite!

Dans mon prochain texte, je vous expliquerai où vont vraiment nos impôts, ces impôts qui proviennent majoritairement du monde ordinaire et qui s'en vont trop souvent dans les poches des entreprises et des gens extraordinaires.